

LES DÉFIS DE LA VULGARISATION DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES EN RD CONGO

Introduction

Tite-Adélaré
INSONI, Jésuite.
Maîtrise en
Géographie Humaine.
Assistant à la
Faculté des sciences
agronomiques et
vétérinaires de
l'Université Loyola
du Congo (ULC)/
Kimwenza.
titeadelard@
gmail.com

Une agriculture n'est véritablement un facteur et un moteur de développement que si elle promeut le niveau de vie des agriculteurs et de ceux qui s'y consacrent et si elle nourrit suffisamment (en qualité et en quantité) les populations qu'elle sert. Car son rôle principal, comme l'affirme Laura Rossi, est « de produire des aliments pour nourrir les êtres humains et les animaux »¹. En d'autres termes, la plénitude de l'alimentation humaine est assurée par l'agriculture au sens large. Émile Bongeli l'exprime en des termes clairs et catégoriques : « l'essentiel de l'alimentation humaine provient de l'agriculture »². Cette promotion du niveau de vie des agriculteurs et le principe de la souveraineté alimentaire se réalisent à travers la valeur ajoutée des produits agricoles grâce aux industries agroalimentaires qui les transforment et les commercialisent. La République démocratique du Congo (RD Congo) ambitionne de révolutionner son secteur agricole en créant des industries agroalimentaires. C'est d'ailleurs une des recommandations du Forum 2015, tenu à Kinshasa, du 22 au 25 mars 2015 sur l'Agribusiness. Ce Forum 2015 recommandait entre autres : « d'encourager la création de modèles d'affaires permettant d'améliorer l'accès aux équipements, aux infrastructures, et permettant d'améliorer la capacité à transformer et écouler des produits ; etc. »³. Au stade actuel de son agriculture, est-il vraiment possible de vulgariser des industries agroalimentaires en RD Congo ? Quels en sont les préalables ou les défis majeurs ?

1 Laura ROSSI, "Food, nutrition and malnutrition : a global vision" in *World production, facing growing needs and limited resources*, pp. 3-26.

2 Émile BONGELI Yeikelo, *La Mondialisation, L'Occident et le Congo-Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 213.

3 Rapport de l'Agribusiness Forum 2015, « Vers une croissance inclusive : Une nouvelle vision pour la transformation agricole en Afrique », Kinshasa, 2015, p. 26.

1. Adopter l'industrie agroalimentaire en RD Congo

Les spécialistes du secteur agroindustriel affirment unanimement que le développement de l'industrie agroalimentaire est basé sur six étapes fondamentales : la production, le stockage, la transformation, la conservation, le conditionnement des produits finis et la commercialisation. Nous ne voulons pas détailler chacune de ces six étapes fondamentales par choix pédagogique et par économie sémantique. Nous voulons nous focaliser sur le pivot de l'industrie agroalimentaire en RD Congo : la production. Il ne s'agit pas de reléguer au second plan les autres aspects de cette industrie ; c'est un choix didactique et pédagogique, l'un ou l'autre aspect pouvant intervenir pour soutenir l'équilibre productif.

Pour produire, il faut adopter de nouvelles techniques qui consistent principalement « dans l'utilisation des semences et matériels végétatifs améliorés, des fertilisants et produits phytosanitaires pour les cultures, et l'utilisation des races améliorées soumises à une alimentation et des soins vétérinaires de qualité pour l'élevage. Ces progrès techniques biologiques ont un impact direct sur l'augmentation des rendements agricoles »⁴.

Or, l'on constate qu'en RD Congo, « la production vivrière est quasi-entièrement entre les mains de petits producteurs pratiquant une agriculture traditionnelle extensive sur des petites superficies »⁵. Elle poserait problème pour une industrie agroalimentaire ambitieuse, contrairement aux autres pays africains bénéficiant de mêmes conditions climatiques, pédologiques et hydrologiques que la RD Congo. Deux exemples peuvent étayer notre argument.

Premièrement, le Cameroun qui a aussi des potentialités agricoles énormes, développe déjà le secteur agroindustriel. Pour ce pays « le secteur agro-industriel qui est la transformation des produits d'origine agricole en produits semi-finis et finis contribue à plus de 33% de la production industrielle, 22% de la valeur ajoutée industrielle, etc. »⁶. Deuxièmement, la Côte d'Ivoire est aussi un autre modèle qui a adopté l'industrie agroalimentaire. En effet, elle priorise aujourd'hui la transformation des produits bruts, spécifiquement le cacao. Étant l'un de grands producteurs de cacao et de café, « en 2015, le pays transformait déjà 35% de sa production en cacao, avec comme objectif 50% d'ici 2020 »⁷. L'usine de Cémoi qui est considérée comme la première chocolaterie industrielle de la Côte d'Ivoire est une preuve de l'adoption de l'industrie agroalimentaire dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest.

4 Tom DE HERDT et Justin OKANA, *Lutte contre la pauvreté en RDC : Bilan et Perspective*, Kinshasa, Facultés catholiques de Kinshasa, 2007, p. 30.

5 Émile BONGELI Yeikelo, *La Mondialisation, L'Occident et le Congo-Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 213.

6 Josiane TCHAKOUNTE, « Industries agro-alimentaires : un secteur porteur », in *Cameroon Tribune*, publié le 5 septembre 2016, <https://www.cameroon-tribune.cm/articles/880/fr/industries-agro-alimentaires-un-secteur-porteur>.

7 www.economiesafricaines.com/.../cote-d-ivoire/...secteurs.../le-secteur-industriel, consulté le 15 avril 2018.

Le développement de ce secteur agroindustriel en RD Congo est un réel défi et il est d'une grande complexité. Actuellement, dans le domaine agricole, des débats tournent autour de types d'agriculture, leur pratique, le but visé et les inconvénients qu'ils comportent. Présentons-les rapidement pour choisir ce qui conviendrait pour la RD Congo.

1) L'agriculture vivrière est celle qui est pratiquée dans les pays pauvres et dans les pays émergents. Elle est très peu mécanisée, usant d'outils rudimentaires et au rendement très faible. Le produit est utilisé pour la consommation familiale. Elle est donc peu productive et ne s'adapterait pas à la production industrielle. Elle ne suffit pas à nourrir plus de 80 millions d'habitants.

2) L'agriculture intensive se pratique dans les pays développés et dans des pays émergents. Les agriculteurs font recours aux machines, aux engrais et aux pesticides. Le but visé est d'assurer la sécurité alimentaire, intégrer le circuit commercial, et le produit est exporté. Mais ce genre d'agriculture pollue le sol et actuellement on découvre qu'il cause des problèmes sanitaires.

3) L'agriculture biologique se pratique aussi dans les pays développés. Elle est « fondée sur des principes éthiques, tels que le respect du vivant et la recherche de rapports socio-économiques plus équitables, et techniques, comme le refus d'utiliser des produits chimiques de synthèse »⁸.

Pour cette raison, elle limite l'usage des engrais et des pesticides. L'objectif poursuivi est de vendre les produits et de préserver l'environnement et la santé. Mais, cette catégorie d'agriculture a l'inconvénient du prix élevé de ses produits.

Quel type d'agriculture serait donc indiqué, aujourd'hui et maintenant, pour faire face aux différents problèmes de notre pays ? À notre avis, il serait bon de faire une symbiose entre l'agriculture intensive, qui utilise les machines spécialisées et outils qui rendent moins pénible le travail agricole et dont le rendement est élevé, et l'agriculture biologique, qui se conforme aux normes éthiques et écologiques afin que les rapports socioéconomiques soient équitables.

Pour que la RD Congo relève le défi alimentaire de sa population et assure sur la commercialisation de ses produits agricoles, elle doit mécaniser et moderniser son agriculture sans nécessairement recourir aux engrais chimiques et aux pesticides. Dans ce cas, l'emploi des engrais verts répondrait au déficit de la fertilité du sol. Le pays doit aussi accorder une place de choix à l'utilisation des semences améliorées. Ces nouvelles techniques ont l'avantage de maintenir la fertilité du sol. Il n'est pas question de confier aux multinationales les terres arables des paysans,

8 Isabelle SAVINI, « Agriculture - Agriculture biologique », in *Encyclopædia Universalis* [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/agriculture-agriculture-biologique/>, consulté le 15 avril 2018.

mais il faut équiper ces derniers afin d'élargir la taille de leurs exploitations agricoles pour un meilleur rendement.

L'objectif principal de cette mécanisation de l'agriculture est « de pouvoir éliminer ou atténuer le caractère pénible que revêt l'activité agricole dans les champs et qui est à la base de la répulsion que les gens (particulièrement les jeunes qui ont étudié) éprouvent pour le métier d'agriculteur »⁹. Car, on le sait bien, en RD Congo la production vivrière est assurée par les paysans dont les outils et les techniques de production sont rudimentaires.

Ainsi, pour plus de succès du secteur agricole, la RD Congo devrait adopter l'industrie agroalimentaire en passant de l'agriculture vivrière, dont l'objectif est la subsistance familiale, à l'agriculture intensive et biologique, qui serait en réalité des usines diversement mécanisées. Le contexte dans lequel s'épanouirait cette industrie serait celui d'une abondante production agricole et d'une habilité des agriculteurs à stocker, à conserver et à transformer ce qui a été produit en vue d'une valeur ajoutée. Ceci veut dire qu'il s'agit d'assurer sagement la transition d'une agriculture vivrière ou de subsistance à une agriculture véritablement industrielle, productive et capable de pourvoir, au cours de l'année, la matière première dont l'industrie agroalimentaire a besoin pour son fonctionnement. Pour éviter que ce qui a été produit ne se détériore rapidement, les agroindustriels conservent, transforment des produits stockés pour leur octroyer une plus-value. Aussi est-il question d'assurer la pérennité du produit au-delà de sa saison de production. En réalité, dans les industries agroalimentaires, l'un des objectifs à long terme est de fournir de manière permanente la nourriture. Autrement dit, une industrie agroalimentaire ne peut être en rupture de stocks faute des matières premières.

La RD Congo, pays aux nombreux défis et opportunités, voudrait se lancer dans l'industrie agroalimentaire pour l'autosuffisance alimentaire de ses populations. Pour ce faire, elle doit minimiser la détérioration des produits agricoles et maximiser à la fois leur transformation et leur conservation en leur offrant une valeur ajoutée. L'exemple de la Côte d'Ivoire, pour son jus d'ananas et son cacao, stimule les investisseurs dans ce domaine de l'industrie agroalimentaire.

Pour la RD Congo, les questions que d'aucuns se posent seraient de savoir si ce besoin en industrie agroalimentaire, aussi réel soit-il, vaut la peine ou veut-on uniquement reproduire sans discernement ce qui se passe ailleurs. Si c'est un besoin réel, il est donc clair que l'établissement des usines agroalimentaires est une nécessité. En même temps, on devrait aussi analyser et évaluer les résultats du forum de 2015 afin d'améliorer ce qui doit l'être. Si c'est un modèle de « développement à la mode », il serait bon de reconvertir et de réorienter des énergies pour stimuler et sécuriser une

9 Tom DE HERDT et Justin OKANA, *Lutte contre la pauvreté en RDC : Bilan et Perspective*, Kinshasa, Facultés Catholiques de Kinshasa, 2007, p. 30.

forte production agricole. Cela garantirait un fonctionnement qui n'asphyxie pas les agriculteurs de petite et moyenne taille. Il semble clairement que la transformation n'est possible que si, en amont, le travail d'abondante production existe vraiment et qu'il porte des fruits.

2. La conservation traditionnelle (artisanale) et industrielle des produits agricoles

La conservation des produits agricoles n'est pas une nouveauté. Depuis des siècles, l'homme a toujours conservé sa nourriture. En nous référant, par exemple, à l'un des livres le plus lu au monde qu'est la Bible, il y a lieu d'affirmer que le récit de l'Arche de Noé donne déjà une référence à la conservation. Dieu dit : « De ton côté procure-toi de tout ce qui se mange et fais-en provision : cela servira de nourriture pour toi et pour eux » (Genèse 6 21). Ce qui pourrait signifier que faire de la provision nécessite des techniques de conservation. Conserver pour se nourrir ultérieurement est une prévention aux calamités alimentaires. Dans le contexte biblique, cette conservation se fit lors d'un déluge, temps de crise.

Michel Chauvet, ethnobotaniste, affirme qu'en Égypte antique, la première utilisation des céréales s'est faite « sous forme de bouillies, et certaines de ces bouillies étaient fermentées »¹⁰. La fermentation de ces bouillies a poussé les cuisiniers à lutter contre ce processus naturel de détérioration de l'aliment en recourant à la cuisson pour mieux les conserver. Cette cuisson, qui est une nouvelle recette culinaire, donne un goût nouveau aux céréales. C'est cette technique de conservation qui sera dorénavant appréciée par les consommateurs. Dès lors, la cuisson, comme nouvelle recette culinaire, se transforme en technique de conservation des bouillies des céréales. La société égyptienne pharaonique pourrait être perçue comme celle qui fait naître les techniques de fabrication de pains qui seront cuits. Les civilisations moyen-orientales se sédentarisent parce que leurs habitants deviennent « des producteurs qui renouvellent ce qu'ils consomment (graines, gibier) par les semis et l'élevage. Ce changement est observé au Moyen-Orient et presque simultanément en Chine du nord, au Sahara et dans la Cordillère des Andes »¹¹. Ici, il n'est pas question de dissocier la production d'aliments d'origine végétale et d'origine animale. Le végétal et l'animal constituent les deux revers de la même médaille : l'agriculture.

Pratiquée dans des ménages, la conservation des produits agricoles est souvent perçue comme une manière rationnelle de gérer, sans abus ni gaspillage, des stocks disponibles d'aliments dans le but de prévenir le manque en cas des calamités naturelles (sécheresse et inondations). Cette

10 Michel CHAUVET, « Les pains dans l'Égypte ancienne », museum.agropolis.fr/pages/expos/egypte/fr/pains/index.htm consulté le 15 avril 2018.

11 <http://www.herodote.net/Neolithique-synthese-165.php>. Publié ou mis à jour le 2016-08-31.

conservation traditionnelle ou artisanale n'exige pas nécessairement une très forte production d'aliments qui préviendrait les pertes par détérioration des produits. Il s'agit d'une gestion parcimonieuse domestique des denrées alimentaires disponibles pour ne pas exposer le foyer à la rupture des stocks. Une des caractéristiques de la conservation traditionnelle ou artisanale est que la production agricole est « destinée à conserver les aliments qui seront consommés ultérieurement par une famille, etc. »¹². En plus, les techniques de conservation sont très simples. L'usage des ustensiles de cuisine, des marmites ou d'autres objets, permet une bonne conservation. L'un des inconvénients d'une telle technique de conservation est que la matière première n'acquiert aucune valeur ajoutée.

Actuellement, le but de la conservation industrielle est le même, mais à des échelles différentes. Comme industrie, sa vocation est, entre autres, de générer « toute une gamme d'activités productives »¹³. L'industrie agroalimentaire aurait alors pour vocation de minimiser les pertes générées après la récolte, de maximiser la durée de conservation et d'augmenter les revenus des producteurs. C'est cela que la Côte d'Ivoire vient de réaliser en installant une usine de transformation de cacao en chocolat. Mais, ce pays le fait parce qu'il produit suffisamment de cacao. La Côte d'Ivoire est classée parmi les deux premiers producteurs mondiaux du cacao. Les statistiques de 2016 montrent que la Côte d'Ivoire et le Ghana produisent à eux seuls 70% de la production mondiale de cacao qui équivaut à 4,5 millions de tonnes. L'initiative d'installer une industrie agroalimentaire pour transformer les fèves de cacao en poudre ou en chocolat est normale et encourageante. Cela stimule la productivité et augmente les revenus des paysans producteurs de cacao.

La fonction primaire de l'industrie agroalimentaire est de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition et la santé des consommateurs en éliminant tout risque d'intoxication alimentaire. Car, une industrialisation approximative peut devenir une source de problèmes énormes. Il peut être transformé pour une consommation ultérieure ou immédiate. C'est cela, à juste titre, que recherche les établissements de restauration. En outre, la noblesse de l'industrie agroalimentaire réside dans sa capacité « à ajouter de la valeur à des matières premières et à générer un revenu pour les entrepreneurs et leur main d'œuvre »¹⁴. Elle permet également de transformer les produits en modifiant leurs qualités de cuisiner afin de diversifier le régime alimentaire des consommateurs. Cette transformation crée de la valeur ajoutée. Par ailleurs, il est important de savoir clairement la composition des ajouts nutritionnels chimiques. Car certains d'entre eux peuvent causer des maladies, dont l'obésité n'est

12 Keith ATKINSON *et alii*, *Créer et gérer une entreprise agroalimentaire*, Paris, Groupes de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET), 2005, p. 14.

13 Keith ATKINSON *et alii*, *Créer et gérer une entreprise agroalimentaire*, Paris, GRETE, 2005, p. 13.

14 Keith ATKINSON *et alii*, *Créer et gérer une entreprise agroalimentaire*, Paris, GRETE, 2005, p. 13.

qu'un cas parmi les plus connus. Ainsi, sous un bon contrôle et par une certification crédible, on peut donner à la transformation agricole la valeur qu'elle mérite. Toutefois, l'on peut se poser la question de savoir si ces activités de transformation alimentaire à but commercial s'adaptent aux microentreprises, aux petites entreprises, aux entreprises moyennes ou aux grandes entreprises.

En réalité, les entreprises moyennes sont plus porteuses d'espérance par rapport aux autres. Car, l'expérience européenne dans ce domaine montre que ce sont les entreprises de taille moyenne qui soutiennent les actions à forte valeur ajoutée. En plus, le refus des modifications génétiques et autres productions de masse s'oppose aussi aux grandes entreprises qui recourent à ces méthodes de modifications génétiques. Là n'est pas l'essentiel, semble-t-il. L'échelle d'activités de ce genre d'entreprises dépend en grande partie du capital nécessaire pour investir. L'investissement doit s'étaler sur toute la chaîne pour l'établissement d'une entreprise agroalimentaire. Il doit garantir la production.

Peu importe la structure d'activités, celles-ci doivent être échelonnées sur l'ensemble de l'année et pas seulement s'adapter au rythme saisonnier des produits. L'industrie agroalimentaire ne doit jamais fonctionner à mi-temps. Elle doit fonctionner à plein temps. Malgré cette impérieuse mission, une industrie agroalimentaire ne se crédibilise que par son autonomie : la production locale devrait suffire à assurer son approvisionnement en matières premières. Autrement dit, l'autonomie ou la capacité à rendre disponibles les produits de base est la condition essentielle mais pas suffisante. Il faut prendre en considération les machines, le personnel qualifié et le marché pour la mise en service d'une industrie agroalimentaire. Dès lors, un certain nombre de défis se présentent à l'adoption et à la vulgarisation des industries agroalimentaires dans notre pays.

3. Défis du développement des industries agroalimentaires en RD Congo

3.1. Le défi de la production

La RD Congo a vocation d'un grand producteur agricole au vu de ses énormes potentialités agricoles. Elles sont incontestables. C'est cela qu'affirment de nombreux chercheurs, entre autres Chausse *et alii* : « Le pays possède 80 millions d'hectares (ha) de terres arables, dont seuls 9 à 10% sont actuellement cultivées »¹⁵. En plus de cette disponibilité foncière, le pays possède d'énormes ressources en eau grâce au bassin du fleuve Congo qui entretient l'espoir d'une meilleure agriculture pouvant produire en quantité et qualité. C'est aussi l'avis d'Ubole Th. et de Yumbi P. :

¹⁵ Jean-Paul CHAUSSE, Thomas KEMBOLA et Robert NGONDE, « L'Agriculture : Pierre Angulaire de l'Économie de la RDC », siteresources.worldbank.org/.../resilience-d-un-geant-africain_chapitre-1_agriculture.pdf consulté le 15 avril 2018.

La RDC possède un potentiel agronomique exceptionnel et une superficie des terres arables inégalées en Afrique, qui lui permettrait sur base d'une culture intensive, de nourrir deux milliards de personnes. Mais en réalité 10% de la superficie agricole est mise en valeur¹⁶.

Ces opportunités ne sont malheureusement pas capitalisées. La conséquence d'un tel paradoxe est que sa population vit une insécurité alimentaire constante. Ainsi, le secteur agricole qui pourrait être une perspective intéressante de développement capable de booster l'économie de la RD Congo ne l'a pas été. Ce secteur qui, pourtant, a mobilisé des capitaux, des énergies, la grande majorité de la population rurale et l'enthousiasme avec son projet de ferme agropastorale de Bukanga-Lonzo (projet du Gouvernement à 200 km de Kinshasa), semble n'avoir pas généré la production tant attendue. Les espoirs ont été déçus. Jusqu'à présent la RD Congo n'est malheureusement pas parvenue à mettre à profit son potentiel agricole. Pourtant, ce pays est l'un des rares en Afrique pouvant développer une agriculture durable génératrice d'une production abondante. Toutefois, les défis de la production ne proviendraient pas uniquement des opportunités non capitalisées. Mais des facteurs conjugués aux terres mises en friche contribuent aussi à affaiblir la productivité. Car, même les terres exploitées ne sont pas aussi rentables qu'on ne le pense.

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui ; en réalité, la RD Congo n'est jamais passée de l'agriculture de subsistance à celle du marché. Déjà en 1994, des analystes de la production agricole ont justifié la faible production suite à plusieurs facteurs :

1° La constitution de ménages agricoles et leur nombre

La constitution de ménages agricoles et le nombre des membres affectés aux travaux influent sur la productivité. Plus une famille est nombreuse, plus sa production est abondante. Mais la constitution de ménages peut aussi devenir un piège sans fin et cela peut se révéler sans effet pour le marché. En effet, il est évident que plus les ménages sont pléthoriques, plus ils consomment ce qui a été produit et moins ils vendent. Leur production assure l'autosubsistance familiale et non une production destinée au marché. Donc, la sommation sur le plan du marché ne change pas. Dans beaucoup de ménages, l'effectif des membres est une main d'œuvre importante à la fois pour la production et pour la consommation. Ce qui est produit est aussitôt consommé par le ménage. Les réserves des produits agricoles ne sont pas nécessairement destinées au marché. Toutefois, la constitution de ménages n'est pas nécessairement facteur de la productivité agricole. On note qu'aux moments cruciaux des travaux, on enregistre des absences à courte ou à longue durée plus spécialement parmi les hommes. Ces absences sont souvent causées par la distance entre les zones de production et le

16 Théotime UBOLE Khoshi et Protas YUMBI, *RD Congo : Terre de potentialités, d'opportunités, de convoitises et de pillages*, Kinshasa, Éditions du CEPAS, 2017, p. 67.

centre de consommation. Les producteurs qui doivent vendre leurs produits mettent beaucoup de temps pour atteindre de grandes villes ou des centres de consommation suite à l'état moyenâgeux des voies de communication en RD Congo. La faible moyenne des membres consacrés à l'agriculture impacte négativement sur la production des ménages. Cette moyenne est d'environ cinq à six membres par ménage. Or, ce nombre inclut les enfants qui ne peuvent se livrer entièrement aux travaux agricoles. Nous pensons quant à nous que la production agricole des ménages pourrait facilement s'accroître si l'on maîtrisait les bonnes techniques pour planter, les exigences pédologiques et l'emploi des produits additionnels pouvant augmenter la productivité. Bien que la RD Congo dispose d'énormes potentialités du sol pour l'agriculture, l'une des raisons fondamentales de sa productivité limitée est le sol lui-même. La connaissance scientifique du sol aide à déterminer l'adaptation du sol au type de culture. Il faut aussi souligner un autre facteur primordialement déterminant et non moins négligeable qui limite la production agricole : la pauvreté des connaissances disponibles. En effet, le manque de passion et des structures pour une recherche opérationnelle appliquée pouvant sortir les paysans congolais du piège de l'ignorance est à l'origine de l'insuffisance de la production agricole. Par conséquent, l'industrie agroalimentaire éprouvera beaucoup de peine à se développer.

2° L'unité de travail

Tous les membres du ménage doivent être impliqués dans le travail agricole en vue d'une grande production. Les enfants ne doivent pas être intégrés dans le programme des travaux agricoles. Ils doivent être à l'école pour recevoir l'éducation. Même si ce travail agricole est réparti entre l'homme et la femme, c'est cette dernière qui en réalité en porte la grande charge. Fait sociologique ou anthropologique, on ne peut l'affirmer ; mais point de vue culturel certainement car ce fait fut aussi autant en Occident qu'en Afrique en général et en RD Congo en particulier. Le constat de 1994, qui n'a pas d'ailleurs changé, est accablant : « Au Zaïre, la femme constitue la main-d'œuvre agricole principale et elle est responsable de toutes les opérations agricoles, sauf de la préparation des champs en forêt »¹⁷.

En outre, la durée du travail dans le secteur agricole de l'homme est de loin inférieure à celle de la femme. Est-ce parce que le travail d'abattage d'arbres réservé à l'homme en zone forestière est exigeant et pénible ? Il n'y a pas de réponse tranchée.

Il serait donc évident que si l'homme s'était aussi activement impliqué dans l'agriculture en y consacrant la même durée de travail que la femme, la production s'améliorerait. Il est urgent d'unir le travail de l'homme et de la femme pour une production quantitative. Tant que la femme reste la

17 Frans GOOSSENS et alii, *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 85.

seule personne à consacrer plus de temps aux travaux agricoles, moins la production sera en quantité significative. Toutefois, cette unité du travail dans le ménage pourrait être, de nos jours, menacée par ce que Deogratias Niyonkuru appelle « l'érosion des valeurs positives ». La solidarité érodée, le vol des produits agricoles dans des champs, l'alcoolisme, le vol, les ménages brisés, la foi « en un Dieu qui doit travailler à notre place (*Nzambe akosala* :) » etc., ne facilitent pas l'unité du travail. Il serait donc évident que l'« on assiste à une aggravation de la paresse en milieu rural »¹⁸. En outre, on constate que la production est freinée par le vol en milieu rural « au point qu'il commence à structurer les modes de production et décourager ceux qui voudraient investir dans les segments les plus porteurs de l'agriculture »¹⁹. La promotion des valeurs et de l'amour du travail doit accompagner l'unité du travail sans quoi la production demeurera un vœu pieux.

3° La révolution des techniques culturales

En zone forestière, les travaux agricoles sont exigeants. Après avoir abattu les arbres, un travail dur et uniquement réservé à l'homme, comme dit précédemment, les agriculteurs défrichent et labourent le sol. La participation à ces activités de préparation de sol pratiquée dans les zones de grandes forêts n'est pas entièrement répandue partout. Elle dépend d'une région à une autre selon la composition végétale. Plus le sol subit des techniques culturales adéquates, plus il est disposé à produire. Sans les détailler, citons le labour, la rotation des cultures, l'assolement, le buttage, le billonnage, l'association des cultures, le bouturage, le sarclage, etc.

Chacune de ces techniques joue un rôle important soit sur l'augmentation de la production agricole soit sur la conservation de la fertilité du sol. Ces techniques sont plus intéressantes lorsqu'elles usent des outils modernes qui augmentent la rentabilité et rendent le travail agricole moins pénible. Plus le sol est réfractaire à ces techniques culturales moins il produit. La pratique de longues jachères, par exemple, (cinq à six ans) favorise l'enrichissement du sol. En effet, on constate que « la pression démographique pousse à la division et au partage tandis que le progrès technique et la recherche du profit exigent des parcelles et des exploitations toujours plus grandes »²⁰. Ceci n'est pas pour autant une fatalité. Si à la réduction des parcelles de culture est couplée la recherche scientifique et les méthodes culturales optimales écologiques et financières, alors la révolution aura réussi. Dès lors, un même espace culturel peut accueillir une population plus importante qui exerce une pression sur les espaces de culture. Cette demande d'accès aux terres joue, en zone rurale, sur la durée de la jachère qui influence la fertilisation et la rénovation correcte du sol. La période de jachère qui durerait

18 Deogratias NIYONKURU, *Pour la dignité paysanne. Expériences et témoignages d'Afrique, réflexions, pistes méthodologiques*, Bruxelles, Éditions GRIP, 2018, p. 59.

19 Deogratias NIYONKURU, *Ibidem*.

20 André NEVEU, *Agriculture mondiale : un désastre annoncé*, Paris, Éditions Autrement, 2012, p. 18.

entre cinq à six ans se réduirait entre trois et quatre ans. Cette durée réduite permettrait aussi à l'humus de se refaire naturellement et les autres techniques additionnelles enrichiraient davantage le sol et augmenteraient la productivité. Actuellement, les techniques de jachère réduite seules sont peu adaptées à l'évolution du monde. Le retard d'adaptation ruine énormément la production.

D'ailleurs, dans bien des pays d'Afrique subsaharienne, ces techniques de production sont souvent archaïques et elles ne permettent que d'obtenir des rendements très médiocres. Par ailleurs, avec les enjeux de l'agriculture écologique, la technique des jachères, l'emploi des engrais verts et les autres techniques culturales productives pourraient être une solution non seulement à des multiples problèmes écologiques mais surtout elles amélioreraient la productivité agricole. Mais, la réflexion à mener serait comment rendre cette révolution viable et productive. Ainsi, les engrais chimiques et verts compenseraient la carence en matières nutritives et elles amélioreraient ainsi la qualité du sol pour une meilleure production.

4° Le manque d'innovation dans le secteur agricole

Les activités agricoles sont définies par le calendrier agricole. Les travaux préparatoires s'effectuent à des moments bien fixes ; c'est le cas des mois de juin, juillet et août. Ce laps de temps coïncide avec les vacances en RD Congo.

Beaucoup de ménages en zone rurale recourent malheureusement au travail des enfants : les garçons lors de défrichage et les filles lors de semis (entre les mois de septembre et d'octobre). Lors de la récolte, les enfants sont encore une main d'œuvre pour les ménages alors qu'ils doivent être à l'école. Le vrai combat à mener se situe à ce niveau-là : la rupture de mentalité qui compte les enfants parmi ceux qui contribuent à la croissance de la production agricole. Malheureusement, ce phénomène n'est pas uniquement vécu en agriculture mais aussi dans le secteur minier. Pour ces ménages ruraux qui comptent sur le travail des enfants, leur absence est perçue comme la perte d'une main d'œuvre importante.

Il arrive que ces ménages se servent des enfants scolarisés pour travailler afin d'éviter la perte des récoltes. Parfois, les travaux agricoles peuvent devenir, sans le vouloir, une espèce de chantage, pas nécessairement par méchanceté des parents, mais parce que c'est la seule voie par laquelle les ménages accèdent aux ressources pour éduquer leurs enfants. Ces derniers en sont parfois conscients. Les cultures doivent être éduquées et les ménages doivent être protégés par une bonne politique qui facilite aux parents leur travail agricole sans impliquer leurs enfants. C'est encore ici la nécessité de la mécanisation de l'agriculture. Il est aussi fréquent de constater que pour éviter la perte des récoltes, les ménages ayant moins de membres font recours à l'un ou l'autre type de main d'œuvre hors ménage pour leurs exploitations agricoles.

Outre les saisons de récolte, les travaux de déboisement et de défrichage se font en saison sèche. C'est le moment favorable aux grands voyages et déplacements vers les grandes villes qui sont des centres de consommation, soit parce que c'est le moment favorable pour la vente des produits agricoles, soit parce que les infrastructures routières y offrent l'opportunité. Les mouvements de population viennent aussi impacter sur les activités agricoles. Il est clair que le manque d'innovation dans la manière de pratiquer l'agriculture n'aide pas à produire quantitativement et qualitativement. Des pratiques agricoles archaïques et sclérosées ne peuvent qu'offrir des résultats quantitativement insignifiants et qualitativement médiocres. On produit presque les mêmes choses et les quantités n'augmentent que très peu.

D'autres facteurs physique, humain et économique contribuent aussi à la baisse de la production. D'après le rapport national sur le développement humain de 2016, « le défi à relever est celui d'accroître la production agricole afin de juguler l'insécurité alimentaire tout en réduisant l'impact environnemental de ce secteur important de l'économie congolaise »²¹. Sans être exhaustif, ce rapport établit une longue liste des défis dont l'éducation, la santé, la bonne gouvernance, la sécurité, etc.

Ces différents défis sont interdépendants. On sait par exemple que sans la paix il est impossible de pratiquer l'agriculture. Mais la paix résulte de la bonne gouvernance. La bonne gouvernance, quant à elle, est en partie fonction de l'éducation. Tout doit se construire de manière synergique, sinon des efforts fournis dans un domaine seraient anéantis par un autre secteur qui ne fonctionne pas.

L'accès au marché, l'évacuation des produits, l'exode rural qui entraîne la perte de la main d'œuvre agricole, la mauvaise qualité de semence, des techniques et matériels culturels rudimentaires et peu adaptés à l'abondance de la production, n'aident pas à produire abondamment. En plus, la situation d'instabilité récurrente dans bon nombre de provinces de l'Est, du grand Kasai par exemple, précarise les ruraux et rend le travail agricole difficilement réalisable. Cette instabilité pousse les populations à ne pratiquer que l'agriculture de subsistance dont la production est extrêmement faible. Le projet agricole de Bukanga-Lonzo a suscité beaucoup d'espoir. Aujourd'hui, on n'en parle presque plus ! L'évaluation n'a jamais été faite pour en déceler les causes du ralentissement ou de l'échec. Or, ce projet a bénéficié énormément d'investissements.

Pourquoi n'a-t-on pas saisi cette opportunité pour développer d'autres fermes agroindustrielles de cette stature ? Comment expliquer l'extinction et la faillite des activités agroindustrielles de cette ferme ? Une étude approfondie pourrait expliciter les facteurs de l'échec pour corriger les

21 *Rapport national sur le développement humain 2016*, Kinshasa, PNUD, Août 2017, p. 111.

prochains investissements agricoles. Il est probable que la faillite du grand projet agroindustriel de Bukanga-Lonzo soit due aux facteurs humains (l'excès d'experts étrangers dont la connaissance de l'état du sol semblait rudimentaire) le projet en lui-même n'a pas été à mesure de devenir réellement une entreprise agroindustrielle à même de produire des fertilisants et des semences.

Il est vrai que les industries agricoles, pour paraphraser le Professeur Bila Inogwabini, sont une chaîne bouclée²². Ceci veut dire qu'il y a avant tout une production qui ouvre à la transformation et celle-ci débouche au marché et le marché stimule la production. Si une insistance est faite sur la production, c'est parce que le marché, qui existe bel et bien, est insatisfait. Mais la production dans notre pays n'est encore ni le point de départ ni le point d'arrivée. C'est que Firmin Kama exprime en ces termes : « Qu'il s'agisse de la production végétale ou animale deux faits sautent aux yeux depuis dix ans, elle a tendance à fortement diminuer, etc. »²³. La transformation n'existe que lorsque l'on a abondamment produit. C'est cela que nous tentons d'ailleurs de démontrer. Dès lors, comment développer en RD Congo les industries agroalimentaires qui ont besoin de grandes quantités de produits agricoles si la production, depuis des années, ne fait que diminuer ?

3.2. Le défi du recours constant aux importations

L'insuffisance de la production nationale due en partie à un accès pénible en zone de production agricole a pour corollaire le recours constant aux importations des produits agroalimentaires. En fait, il n'est pas interdit d'importer. Mais, il ne faut recourir aux importations que pour combler le déficit de la production locale.

Il serait aberrant voire insensé, dans un pays comme le nôtre, avec ses potentialités agroindustrielles, d'importer la quasi-totalité de ce que sa population doit consommer. En RD Congo, l'essentiel des produits de base agroalimentaires sont importés. La mentalité vulgaire associe à ce qui vient de l'extérieur comme ce qui est meilleur et les produits locaux comme étant de moindre qualité. Or, le pays comme le nôtre, où le système de contrôle aux frontières est peu fiable, n'offre pas assez de vraies garanties sur la qualité des produits importés. Malgré ce recours excessif aux importations, le pays est parmi ceux qui souffrent de la faim. Selon les spécialistes des Nations-Unies, en 2012, la RD Congo occupait la 27^e place sur 79 pays qui souffraient de la faim au monde. En 2014, au niveau de l'indicateur révélé par Global Food Security Index (GFSI), la RD Congo se classait au 109^e rang parmi les 109 pays analysés. 70% de sa population souffre pour

22 C'est un point de vue exprimé par le professeur Bila Inogwabini lors d'un échange sur ce thème.

23 Firmin KAMA Funzi Mudindambi, *Le Congo : Un mendiant assis sur une montagne d'or*, Kinshasa, Édition Amimweni, 2008, p. 10.

accéder à une nourriture en qualité et en quantité. Les mêmes experts estiment qu'un enfant sur quatre en RD Congo souffre de malnutrition. La question à laquelle nous n'avons pas de réponse est celle qui consiste à savoir pourquoi ces terres arables sont très peu ou mal exploitées alors que le pays importe la grande partie des produits agroindustriels.

Y aurait-il là plus de profit ou de gain à importer les produits agroalimentaires qu'à stimuler les paysans et les structures agricoles congolaises à produire ? Même si la question de la proportion des terres arables mises en valeur se pose, il est évident qu'un des problèmes de fond demeure celui de la production et du rendement de ces 10 millions de terres exploitées : quel en est le rendement ? Quelle en est la production ? La situation est d'autant plus préoccupante et plus grave quand on sait qu'il ne s'agit nullement d'une agriculture mécanisée. Nul ne doute qu'une partie de la RD Congo produise encore. Néanmoins, quelle serait la quantité évaluée en millions de tonnes ? L'évidence est que ce qui est produit dans le sol congolais, où les techniques d'usage d'engrais chimiques, des pesticides ou des fongicides ne sont pas encore très répandues, est de très bonne qualité mais quantitativement insignifiant. Les statistiques à ce propos sont soit muettes soit très peu fiables.

3.3. Le défi des infrastructures de communication et de stockage

Le défi de l'industrie agroalimentaire doit aussi être relevé par l'accessibilité aux zones de production agricole. L'inexistence des voies de communication et des structures adéquates de stockage rendent pénible l'acheminement des produits agricoles. Dans certains coins productifs de ce pays, les routes sont inexistantes. Le système de production est réduit à sa plus primitive expression : le troc. Même là encore, ce troc est proportionnel aux besoins ressentis par les ménages. Les zones de grande production sont enclavées. Les difficultés d'accès à ces zones ont des conséquences soit sur le prix d'achat des produits agricoles, car le commerçant joue sur les risques qu'il encourt, soit sur la quantité de ce qu'il doit acheter, car trop de charges sur des pistes sans entretien est un risque énorme. Aux difficultés d'accès aux zones de production s'ajoute la difficulté de stockage de ce qui est produit. Les structures de stockage et de conservation inadaptées exposent les produits agricoles aux diverses intempéries. Ce qui provoque leur détérioration. Ce double défi ne peut pas favoriser l'épanouissement d'une industrie agroalimentaire en RD Congo. La raison paraît simple : elle ne sera pas fournie en matières premières indispensables à la transformation. Par ailleurs, il serait plus simple d'implanter cette industrie agroalimentaire dans les zones où ces produits sont abondants.

Mais, elle ferait face à un autre problème : l'électricité et peut-être la main d'œuvre qualifiée. Nous osons penser que c'est une production

quantitativement importante qui baliserait la voie vers une industrie agroalimentaire. Notre production locale n'est ni à mesure de nourrir notre peuple ni capable de subir des transformations adéquates. Le cas des fruits par exemple montre que leur transformation pourrait être hypothétique. L'abondance de certains fruits sur les marchés ne signifie pas nécessairement une forte production. Car, nous constatons que nos populations n'ont pas une grande culture des fruits. Ceci veut dire que leur consommation n'est pas systématiquement ancrée dans les habitudes alimentaires de beaucoup. Il s'ensuit que les paysans préfèrent vendre le peu de fruits qu'ils produisent pour s'acheter le chinchard que de les consommer. Ils disent que les fruits ne rassasient pas. La même quantité déversée sur le marché ne veut pas nécessairement signifier qu'il y a une grande production. Si une production abondante de fruits n'est pas garantie, comment initier des industries agroalimentaires pour obtenir du jus des fruits en quantité ?

3.4. Le déficit technologique, d'organe de contrôle et de certification

Si l'on veut une technologie agroalimentaire, il est nécessaire de structurer des politiques agricoles favorables à l'agriculture par la pénétration des investissements crédibles. L'accroissement de la production agricole oblige de satisfaire les besoins de la population en nette progression exponentielle. Il faudrait que l'on travaille d'immenses étendues qui exigent un matériel de culture puissant et performant. Le progrès technique en agriculture devrait favoriser la fourniture d'équipements spécifiques.

Ceci contribuerait énormément à la production de type industriel. Par ailleurs, peu importe ce qui est produit, la transformation des produits agroalimentaires est une technologie à apprivoiser et à adopter. On envisage transformer les aliments pour éviter leur détérioration et prévenir d'éventuelles intoxications biologiques ou chimiques que pourraient générer les aliments détériorés. La transformation exige une technologie fiable et des mécanismes de vérification afin de rendre consommable ce qui a été transformé sans risque. De nos jours, les consommateurs deviennent plus exigeants vis-à-vis des aliments qu'ils achètent.

Ils veulent se rassurer que les aliments achetés sont de bonne qualité nutritionnelle et qu'ils sont produits dans des conditions hygiéniques requises. Ainsi, le prix et la qualité jouent énormément lors de l'achat d'un produit. Pour parvenir à cela, il faut un organe de contrôle et de certification qui assure la gestion de l'assurance qualité. À l'état actuel, cette gestion est encore à son état embryonnaire. Si cet organe existe, ses analyses n'offrent pas assez d'assurances aux consommateurs. La vulgarisation de ces technologies et d'organes de contrôle et de certification en RD Congo contribuerait énormément à promouvoir l'industrie agroalimentaire.

Conclusion

Une industrie alimentaire véritable repose sur la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles grâce à leur valeur ajoutée. Ces produits transformés et destinés au marché améliorent non seulement le niveau de vie des paysans mais aussi stimule la qualité des produits agricoles pour une souveraineté alimentaire. Certes, la transformation n'est pas toujours parfaite ; elle peut s'avérer un couteau à double tranchant. Si elle est maîtrisée, alors la transformation donne du bien. Mais si elle accroît les produits sur le marché, elle peut abaisser le prix. Ceci aurait un effet sur les prix et réduirait le bien-être des producteurs. La RD Congo, avec ses potentialités agricoles, voudrait vulgariser les industries agroalimentaires. Une telle entreprise présuppose une production quantitativement abondante pour une gestion durablement responsable de ces industries en répondant à la demande actuelle du marché.

Dans notre réflexion, nous avons essayé d'épingler les différents défis que doit relever la RD Congo pour s'assurer une production agricole abondante et de qualité, grâce à l'implantation des industries agroalimentaires. Tous les défis que nous avons passés en revue sont autant de préalables qu'il faut impérativement lever pour voir la RD Congo sortir de l'insécurité alimentaire tant décriée. ■

CHERS LECTEURS

La revue *Congo-Afrique* lance deux nouveaux types d'abonnements pour ses lecteurs, de plus en plus nombreux :

(1) Abonnement annuel (10 numéros) pour les étudiants : l'équivalent de 50 USD (cinquante dollars américains). Une carte d'étudiant sera exigée à cet effet (ou tout autre document prouvant que le requérant est étudiant (premier et second cycles).

(2) Abonnement annuel (10 numéros) version PDF (spécialement pour nos nombreux lecteurs de l'étranger ou des nationaux préférant la version électronique) : l'équivalent de 40 USD (quarante dollars américains). Une adresse mail sera nécessaire.

Comment procéder ? Il suffit d'adresser un mail à congoafrique2@gmail.com ou de passer au Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS), sis Avenue Père Boka n°9, Kinshasa/Gombe, pour recevoir les informations sur la procédure de paiement.